



Extract of Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Bientot-nous-aurons-faim-A-moins>

# Bientôt nous aurons faim ! À moins que...

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2011 - N° 1124 - octobre 2011 -

Publication date: jeudi 1er mars 2012

Creation date: octobre 2011

## **Description:**

Guy Evrard a accueilli, au nom de La Grande Relève et pour une conférence suivie d'un débat, l'auteur du livre paru sous ce titre, Gérard Le Puill. Dans son compte-rendu, il montre toute la portée des réflexions de "cet homme de terrain".

---

**Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés**

---

**Lors d'un Café Repaire à Marly-le-Roi, le 24 septembre dernier, Gérard Le Puill a présenté son dernier livre aux lecteurs de La Grande Relève et mis en évidence, au cours du débat qui a suivi, l'alliance nécessaire des citoyens et des paysans afin de sauvegarder une agriculture de qualité et l'autonomie alimentaire de notre pays... Guy Evrard commente ici ce livre et ce débat :**

Il y a déjà plus de cinquante ans, Jacques Duboin, fondateur de La Grande Relève, intitulait un article La FAIM du monde [1]. Il réfutait l'idée courante que la Terre ne pouvait nourrir, à l'époque, 2,5 à 3 milliards d'individus, en montrant que c'est l'ordre capitaliste qui condamne à la malnutrition les populations de régions immenses de notre planète, mais aussi les pauvres dans les pays développés. La question demeure pourtant récurrente d'une Terre qui serait surpeuplée, selon la "calembredaine" de Malthus, ainsi que la fustigeait Jacques Duboin.

En fait, la capacité ou non à générer des ressources alimentaires en quantité suffisante est, au cours des millénaires, à la racine du développement, de la stagnation ou de la disparition des sociétés. À l'époque moderne, via la colonisation, puis la néo-colonisation et aujourd'hui la mondialisation capitaliste, elle décide toujours du développement ou du sous-développement des populations, de leur indépendance ou de leur soumission. Une arme que manipulent la puissance économique et ses relais politiques. La faim dans le monde, qui touche aujourd'hui un milliard d'individus, a donc d'abord, et dès l'origine, des causes géopolitiques souvent indépendantes du savoir-faire des peuples dans leur milieu naturel. C'est peut-être l'observation majeure qui émerge de l'oeuvre du biologiste et géographe américain Jared Diamond [2] que cite Gérard Le Puill.

Le second livre de Gérard Le Puill sur les désordres actuels de notre agriculture prolonge son premier ouvrage et, me semble-t-il, également le travail de Diamond en apportant les dimensions sociologique et politique, ainsi qu'une réflexion agronomique, propres à notre territoire. Dans la première partie, il continue de nous faire vivre très concrètement les conséquences de l'insertion de l'agriculture dans la mondialisation libérale avec ses logiques absurdes de libre concurrence et de productivisme. Il nous alerte en montrant comment notre pays, si riche de ses savoir-faire agricoles, pourrait un jour ne plus être en mesure de nourrir sa population, à cause de l'intégrisme capitaliste et une certaine incompétence qui dominent à Bruxelles et parmi nos responsables politiques.

Dans une série d'articles de la GR consacrés à la question démographique [3], nous avons rappelé le lien étroit entre développement et fécondité, en suggérant que les peuples fassent de leur fécondité un puissant levier pour prendre en main leur destin. Gérard Le Puill réfute lui aussi Malthus dans les causes d'une possible pénurie alimentaire en France et en Europe, où de plus en plus de pauvres sont mal nourris. Il nous persuade que l'avenir de l'agriculture dans notre pays dépendra des liens que nous saurons tisser à nouveau avec le monde paysan, dans nos habitudes de consommation et dans notre soutien politique.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, s'appuyant notamment sur les travaux d'anciens chercheurs de l'INRA qui ont préféré quitter l'organisme pour faire entendre une voix moins consensuelle avec le modèle productiviste, Gérard Le Puill nous dit aussi comment faire, en développant le concept d'une agriculture écologique intensive et de proximité. En rappelant constamment que le prix de l'énergie est un paramètre de plus en plus insoutenable que semblent ignorer les gouvernants.

En 2009, dans l'actualité du moment, la GR s'était efforcée d'analyser l'absurdité de la marchandisation de la nature (marchés du CO2 et bientôt de la biodiversité), au prétexte de mieux la défendre [4].

En 2010, la GR s'était fait aussi l'écho du film de Dominique Marchais, Le temps des grâces [5], qui révélait les interrogations d'agriculteurs de différentes régions de la France d'aujourd'hui sur le sens de leur métier, se sentant de moins en moins investis de la responsabilité de nourrir la population, tandis qu'on leur demande plutôt de fournir les matières premières aux industries agroalimentaires ou agrochimiques au meilleur prix.

Oublier que les paysans sont nos traits d'union directs à la nature, c'est courir à de multiples catastrophes, écologiques, sanitaires, alimentaires... Nous avons, sur ces thèmes, cherché notre argumentation notamment dans les articles et le précédent livre de Gérard Le Puill, dont la capacité d'intégration des arguments politiques, sociologiques, économiques et des aspects agronomiques se double de pragmatisme et d'un humanisme que Mickaël Poillion, jeune agriculteur du Nord - Pas-de-Calais, qui a signé la post-face de l'ouvrage, résume parfaitement : « Gérard Le Puill aime les paysans et les connaît bien » [6].



Né en 1941, Gérard Le Puill travaille pendant 10 ans dans la ferme familiale, au coeur de la Bretagne, puis se fait ouvrier dans une grande usine de pneumatiques de la banlieue parisienne. Militant du PCF et de la CGT, il est aux avant-postes des luttes ouvrières dans l'entreprise en 1968 et jusqu'en 1983. Alors que la défaite est consommée, il devient journaliste politique à L'Humanité et prend en charge les questions agricoles. Il collabore à L'Humanité Dimanche et à La Terre. Il est aujourd'hui journaliste honoraire pour ces trois titres. Gérard Le Puill fut lauréat du prix Artemis en 1997 et du Grand prix du journalisme agricole en 1998.

" Planète alimentaire. L'agriculture française face au chaos mondial, Pascal Galodé éd., Saint-Malo (35400), 2008.

" Bientôt nous aurons faim ! Pascal Galodé éd., Saint-Malo, 2011.

## Des richesses détruites

La richesse gastronomique de la France, depuis longtemps reconnue hors de nos frontières, résulte sans aucun doute du savoir-faire de nos grands cuisiniers, mais aussi de la diversité et de la qualité des produits de terroirs que nos paysans et les habitants de nos côtes ont su tirer de conditions géographiques, climatiques et historiques elles-mêmes incroyablement variées à l'échelle de notre pays. Mais, de même que l'artisanat a disparu progressivement après la révolution industrielle, le petit commerce avec l'avènement de la grande distribution à partir

des années 1950, le nombre d'exploitations agricoles se réduit irréversiblement (de 2,3 millions en 1955 à 660.000 en 2000 et 507.000 en 2007 - données INSEE) dans la plus pure logique de la concentration capitaliste, qui maximise ainsi la collecte de plus-value au profit d'une toute petite minorité que l'on nomme parfois l'oligarchie. Pour ce grand secteur de production de richesses qui échappait encore à l'industrialisation, la stratégie capitaliste doit cependant composer avec l'obstacle de la propriété foncière privée, très démultipliée et sacralisée par la Révolution française, empêchant l'investissement massif de capitaux qui viendraient concurrencer frontalement les petits producteurs. La transition s'échelonne donc sur plusieurs générations de paysans, les concentrations intervenant souvent lors du départ en retraite. Mais la mise en faillite constitue bien sûr un moyen de les accélérer, en laissant les agriculteurs s'éliminer entre eux, par le biais d'une course à l'endettement, aux motifs de la modernisation et de l'amélioration de la productivité, pas toujours justifiées. Un endettement qui devient insoutenable pour le paysan à la première crise, mais sans risque pour le capital.

La mondialisation capitaliste règne sous le dogme de la libre concurrence. Faisant pression sur les salaires, elle oblige une grande majorité de la population, pour répondre à ses besoins, à rechercher les prix les plus bas. La logique du moins-disant est ainsi enclenchée et, pour la plupart des familles, il ne s'agit plus de considérer le rapport qualité/prix mais seulement le prix de la marchandise. Nicolas Sarkozy, avec la complicité des distributeurs, prétend donner du pouvoir d'achat en limitant la hausse des prix, plutôt que d'augmenter les salaires et les retraites, sous le prétexte de la compétitivité de nos entreprises. Mais nous savons bien que « L'objectif présidentiel affiché en faveur des ménages via la baisse des prix alimentaires n'avait d'autre but que de favoriser les politiques patronales de modération salariale » [6]. Libre concurrence et compétitivité sont ainsi associées dans les têtes comme les seuls ressorts de l'économie. C'est évidemment le credo libéral, qui n'entend le mot régulation que lorsque les profits sont en danger.

<span class='spip\_document\_1010 spip\_documents spip\_documents\_left' style='float:left; width:255px;'>

La première partie du livre de Gérard Le Puill nous montre, avec de multiples reportages dans les exploitations, comment cette logique détruit, peut-être irrémédiablement si nous n'y mettons fin rapidement, les richesses de notre production agricole. En effet, la grande distribution, pour donner l'illusion d'une certaine stabilité des prix, sans réduire ses marges, voire en les majorant, exerce une pression considérable sur ses fournisseurs, les agriculteurs eux-mêmes ou l'industrie agro-alimentaire intermédiaire. Ainsi, par exemple « en remplissant les chambres froides de pommes importées peu avant la mise en marché de la récolte française, les centrales d'achat de la distribution commencent par faire des offres modérées en volumes d'achat. Elles créent artificiellement un déséquilibre entre une offre plus ou moins abondante et une demande faible. Elles profitent de la situation ainsi créée pour payer aux producteurs des prix qui ne couvrent pas les coûts de production » [6]. Un autre exemple montre que la qualité des produits n'est pas un paramètre de la rémunération : « Depuis l'annonce de la fin prochaine des quotas, les grandes laiteries font le forcing pour un alignement par le bas du prix du lait sur tout le territoire français, quelle que soit sa valorisation ». Ce qui plaide implicitement pour la disparition des produits du terroir avec leurs AOC (appellation d'origine contrôlée) [6]. Cette question des quotas, qui évitait la surproduction et garantissait un prix rémunérateur, se retrouve dans la production viticole, où la limitation des plantations avait contribué à une amélioration de la qualité du vin, notamment en Languedoc et réduit les crises. La fin programmée pour 2015 de la régulation (droits à planter, AOC) sous la pression de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) sur l'Union européenne, et entérinée par la France à Bruxelles, va conduire de nouveau à la disparition de nombreuses exploitations viticoles [7].

Gérard Le Puill résume de façon imagée l'application en France de cette stratégie mondiale, relayée par l'Europe, et

ses conséquences dans notre pays : « Nicolas Sarkozy n'a cessé de piquer les oeufs dans les nids de la ferme France pour que les capitalistes puissent les placer dans les corbeilles du CAC 40 (indice des 40 premières valeurs boursières sur la place de Paris). Il a ainsi engagé une politique de fragilisation d'une majorité d'exploitations agricoles viables et même performantes, en les mettant durablement dans une situation de déséquilibre financier par une politique délibérée de baisse des produits agricoles » [6]. En effet, « une longue période de bas prix agricoles peut ruiner des dizaines de milliers de paysans et détruire des pans entiers de notre production nationale en peu d'années » [6]. Et à l'autre extrémité de la chaîne alimentaire : « les trop faibles ressources de millions de ménages vivant en France ne sont plus en adéquation avec le mode de vie d'un pays développé » [6]. L'agriculture et l'alimentation redeviendraient-elles les premiers instruments permettant d'observer le déclin d'anciennes puissances ?

Ce n'est manifestement pas le souci de Pascal Lamy, qui reste attaché à la théorie de David Ricardo, dans la négociation globale de l'OMC, estimant que l'agriculture mondiale devait fonctionner selon la théorie libérale des avantages comparatifs, sans voir ses effets catastrophiques. Pour Pascal Lamy, « le concept de souveraineté alimentaire ne doit pas introduire de discrimination arbitraire ou injustifiée entre les produits alimentaires de différentes origines ». Autrement dit, conclut Gérard Le Puill, « si le coût de production du boeuf brésilien est moins cher que celui du boeuf limousin, il faut laisser entrer en France le boeuf brésilien, quitte à ruiner l'élevage dans le Limousin et à manquer de viande dans quelques années ». En espérant vendre en échange des produits industriels (TGV, avions Airbus et Rafale...) ou des services [6]. Imaginez-vous le Limousin et bien d'autres régions de nos moyennes montagnes sans élevage ?

## Des propositions pour demain

<span class='spip\_document\_1009 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right; width:272px;'>

Gérard Le Puill résume ainsi la menace : « la tendance actuelle est à la mise en concurrence de tous les paysans de la planète, dans une mondialisation totalement débridée des échanges de produits alimentaires. Cette tendance est portée par la recherche du profit à court terme. Au détriment des bonnes pratiques agronomiques et du respect de l'environnement. Elle est coûteuse en énergie. Elle accélère la déforestation et la dégradation des sols. Elle favorise de nouvelles formes de colonisation des pays pauvres et émergents par les capitalistes des pays riches. Elle provoque des poussées spéculatives sur les denrées de première nécessité, au point de rendre insolubles des centaines de millions de consommateurs des villes et des campagnes, et pas seulement dans les pays pauvres. Elle contribue au réchauffement climatique, à la diminution des réserves en eau, à la surconsommation d'intrants (...). Il faut rompre le plus vite possible avec cette agriculture de fin du monde » [6].

La seconde partie du livre est donc consacrée aux propositions. En écho au titre de l'ouvrage, la philosophie générale est posée : « Pour définir une nouvelle orientation, la souveraineté alimentaire doit primer avant toute autre considération. (...) Elle doit jouer davantage sur la complémentarité des agricultures des pays d'une même zone de libre-échange, plutôt que sur une concurrence toujours plus frontale » [6].

Provocation ordinaire !

Franck Pauly, Les matières premières agricoles : une bonne manière de diversifier vos actifs. Même si elles viennent de connaître une vive correction, les matières premières agricoles restent prometteuses sur le long terme. Les fonds qui jouent cette thématique peuvent utilement être logés dans votre PEA pour certains et surtout dans votre assurance-vie.

Les Echos.fr, mis à jour le 21/06/2011 à 13h15.

Loger des affameurs, pour une gestion en bon père de famille ?

La notion de relocalisation prend alors tout son sens en obligeant à revenir davantage au métier d'agriculteur, c'est-à-dire à des considérations agronomiques plutôt que de logistique internationale. Gérard Le Puill le dit clairement : « les tarifs douaniers ne sont pas une maladie honteuse. (...) L'énergie plus chère pèsera de plus en plus sur le prix de revient des denrées alimentaires. (...) Il faudra impérativement que la France et l'Europe produisent sur leur sol ce qu'il est possible de produire pour nourrir les animaux que nous mangeons et dont nous consommons les produits laitiers. » [6] L'auteur insiste sur le dernier point, où il voit, d'une part, la possibilité de réduire l'importation de tourteaux de soja d'Amérique latine et, d'autre part, l'opportunité de revenir à une alimentation plus conforme au métabolisme des animaux. Il suggère de produire sur notre sol beaucoup plus de protéines végétales (graines légumineuses telles que soja, colza, tournesol...) et aussi de légumineuses totalement consommées par les herbivores (trèfle et luzerne). Ces dernières fixent en même temps l'azote de l'air sur leurs racines, ce que ne font pas les graminées, on peut ainsi réduire l'apport d'engrais azotés. Revenir à une alimentation moins granivore des animaux herbivores. La démonstration est faite que l'élevage à l'herbe rémunère bien les agriculteurs, en leur évitant de lourds investissements en matériel, et respecte mieux l'environnement [6]. Ce qui n'empêche pas l'auteur, en réponse à une question posée au cours du débat, de considérer qu'une alimentation moins carnée des humains est l'une des voies pour un meilleur partage des calories entre les populations de la planète.

Les techniques de travail de la terre et d'agencement des surfaces cultivées sont aussi revisitées. Ainsi, les semis sans labour sont plus économes en énergie, en temps et en intrants. Ils permettent une meilleure régénération du sol, avec un bon rendement<sup>6</sup>. La rotation des cultures va dans le même sens. Redonner à l'arbre nourricier la place qu'il occupait et bien d'autres aspects qui donnent au lecteur le sentiment de redécouvrir une agriculture oubliée d'avant le tout pétrole, jusqu'à la constitution de stocks de sécurité des produits alimentaires dans les bonnes années, permettant de casser la spéculation les mauvaises années.

Gérard Le Puill jette ensuite un regard critique sur l'INRA (Institut national de recherche agronomique), l'un de nos grands organismes de recherche publique (donc financé par les citoyens), et de ses chercheurs : « Ma culture de journaliste engagé me fait penser que les chercheurs doivent aussi s'engager pour faire connaître aux paysans les résultats de leurs travaux. (...) Plancher sur la place et la composition de l'herbe dans la nutrition des ruminants devant une assemblée d'éleveurs (...) me semble plus utile que dans un salon parisien. (...) Des hommes de conviction dans leur domaine de recherche ont ainsi été amenés à jouer les francs-tireurs en dehors de l'INRA pour vulgariser leurs travaux auprès des paysans, voire en direction de toute la société. Notamment Claude Bourguignon, Marc Dufumier et Michel Griffon » [6]. Et encore : « si l'INRA faisait autant d'efforts pour diffuser les résultats de ses meilleurs travaux qu'il en fait parfois pour se fourvoyer en singeant les prévisions et projections des économistes ultralibéraux, les paysans profiteraient mieux de ses travaux » [6].

Claude Bourguignon montre que la monoculture ignore la vie microbienne. Aujourd'hui, la production stagne ou régresse. Les sols cultivés avec des engrais chimiques meurent peu à peu [6]. Et Michel Griffon explicite un concept qui nous paraît renouer à la fois avec le bon sens et surtout avec la nature, sans ignorer la nécessaire démarche

scientifique : « quand je parle d'agriculture écologiquement intensive, c'est pour montrer que l'on va utiliser intensivement des mécanismes naturels (...) comme source d'inspiration pour de nouvelles technologie ». Les différents stades : la photosynthèse pour fabriquer de la biomasse (les plantes), la décomposition des plantes mortes et l'humification (la fabrication d'humus), puis la minéralisation qui fournit les éléments fertilisants équivalents aux engrais. Pour amplifier le mécanisme, on utilisera au maximum le soleil pour fabriquer de la biomasse en cultivant d'autres plantes avant les semis et après la récolte de la culture principale. <span class='spip\_document\_1008 spip\_documents spip\_documents\_right' style='float:right; width:327px;'>



En même temps, les plantes au sol limitent l'érosion, retiennent l'eau et fertilisent. L'apport d'engrais sera ensuite limité au minimum, en attendant d'aller vers le tout écologique, plus vertueux, mais beaucoup plus difficile [6], [8].

Au-delà des techniques agronomiques, la recherche de l'autonomie alimentaire doit s'appuyer bien sûr aussi sur des stratégies en opposition avec celles qui détruisent nos richesses, évoquées dans la première partie. La politique agricole de la Commission européenne est évidemment la première visée. Le potentiel de production de l'agriculture européenne est vu par la Commission comme une réserve, en cas de tensions, et une politique d'importation est préférée « dans le seul but de faire baisser les prix à la production sur le marché communautaire ». Pour Gérard Le Puill, il faudrait prendre au mot le commissaire européen à l'agriculture Dacian Ciolos, lorsqu'il parle de « préserver durablement le potentiel de production alimentaire de l'UE afin d'assurer sa sécurité alimentaire à long terme » et déclare que « la gestion active des ressources naturelles par l'agriculture constitue un élément essentiel de la politique de préservation de l'espace rural, de lutte contre la perte de biodiversité, d'atténuation des changements climatiques et d'adaptation à ces changements » et encore qu'il faudrait « favoriser la synergie entre élevage et agriculture » [6].

Dans l'organisation même de notre territoire, nous devons songer que lorsque le pétrole sera très cher, les ceintures vertes et fruitières redeviendront « des ceintures de sécurité » pour l'approvisionnement de la population des grandes agglomérations en France [6]. Mais, en raison de la spéculation foncière, l'achat de terre et la mise en culture de plantes potagères et fruitières ne progressera que trop lentement, en dépit d'initiatives mutualistes. Gérard Le Puill avance la nécessité d'un nouveau concept d'agriculture sociétaire à vocation multiple, afin d'intégrer de jeunes paysans à des exploitations existantes et s'engager dans la diversification, dans le cadre familial ou non. Une manière de fortifier l'enracinement et d'élargir la portée des Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (AMAP) qui ont permis de recaler le paysan dans sa fonction, qui est de nourrir les gens autour de chez lui, dans un partenariat entre une terre, un paysan et les familles que celui-ci a la charge de nourrir. Une alternative complète à l'économie de marché écrasante de notre monde, en particulier agricole [6].

## En guise de conclusion

La présentation du livre par l'auteur, le débat fourni qui a suivi et le présent article sont loin d'épuiser le contenu de l'ouvrage. Il faut donc lire le livre. Les analyses et les propositions, mises en face de la situation actuelle, constituent une démarche révolutionnaire, car avancer dans ces voies changerait tout. Est-ce possible sans un changement préalable radical de l'orientation politique de notre pays ? Ou bien s'y engager dès maintenant permet-il de contribuer à la lutte pour ce changement ? En posant la question à Gérard Le Puill, après le débat, nous avons compris que la question elle-même est secondaire et que le pragmatisme et la conviction de l'auteur dictent que la révolution doit se faire en marchant, plus ou moins rapidement, selon les circonstances.

## Bientôt nous aurons faim ! À moins que...

---

Bientôt nous aurons faim ! À moins que... nous sachions entendre aussi Michel Griffon, tel que nous le rapporte Gérard Le Puill, en évoquant notamment la place des arbres : « nos paysages devront être des paysages agricoles : d'élevage, de biodiversité, de gestion de l'eau (...). Il faut s'inspirer des écosystèmes (...). Il y a une telle diversité de solutions dans la nature » [6].



---

[1] Jacques Duboin, La faim du monde, GR 269, mai 1955.

[2] Jared Diamond, De l'inégalité parmi les sociétés. Essai sur l'homme et l'environnement dans l'histoire, 1997, folio essais, Gallimard, 2000. Jared Diamond, Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie, 2005, folio essais, Gallimard, 2006. Nicolas Duvoux, Grandeur et décadence des sociétés humaines : à propos de Jared Diamond, La vie des idées, 26.11.2007.

[3] Guy Evrard, Quels équilibres démographiques sur notre planète ? I. GR 1097, avril 2009 ; II. GR 1098, mai 2009 ; III. GR 1099, juin 2009.

[4] Guy Evrard, II. La nature marchandise jusqu'à l'absurde, GR 1103, novembre 2009.

[5] Guy Evrard, L'agriculture française entre reflet, symbole et réalité, GR 1109, mai 2010.

[6] Gérard Le Puill, Bientôt nous aurons faim !

[7] Stéphane Jarno, Un rouge se rebelle, Télérama, n°3211, 30 /7- 5/8/2011, pp.34-37.

[8] Michel Griffon, Nourrir la planète, Ed. Odile Jacob, Paris, mai 2006. Michel Griffon, Pour des agricultures écologiquement intensives, Ed. L'aube, La Tour d'Aigues (84), février 2010.